

Novembre 2015

Service Etudes, Statistique  
et Evaluation (SESE)  
de la DIECCTE Guadeloupe

# L'intérim en Guadeloupe et dans les Îles du Nord<sup>(1)</sup> en 2014

(1) Îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy

En 2014, l'intérim a connu en Guadeloupe une franche réduction de l'activité (-12,5 %) en Equivalent Emploi Temps Plein (EETP) après la forte croissance enregistrée en 2013 (+17,0 %). Le nombre de contrats signés dans l'année a diminué moins fortement (-9,4 %) en partie parce que l'activité dans la construction a décliné plus vite (-18,6 %) et que les durées des contrats sont habituellement plus longues dans ce secteur. Cette baisse significative de l'activité intérimaire s'observe aussi dans les autres départements des Antilles-Guyane. La Réunion se singularise par une forte hausse de l'intérim en 2014. L'évolution globale des Dom<sup>(2)</sup> est ainsi positive (+3,6%), portée uniquement par le dynamisme réunionnais. Au niveau national, l'activité intérimaire est également en hausse (+1,8 %). Au niveau sectoriel, l'activité intérimaire diminue, de 8,8 % dans le tertiaire et de 3,6 % dans l'industrie en Guadeloupe. La construction reste, malgré son recul important, un secteur clé de l'emploi intérimaire avec près de la moitié du volume de travail dans ce secteur. La durée moyenne des missions achevées est en légère baisse en Guadeloupe (2,3 semaines) mais reste plus élevée que dans les autres Dom et qu'au niveau national (1,6 semaine).

L'intérim reste peu fréquent en Guadeloupe et dans les Dom. Les Dom regroupés (hors Mayotte) représentent 0,9 % des contrats et du volume total de l'intérim en France en Equivalent emplois temps plein (EETP) en 2014. La Guadeloupe seule ne représente que 0,11 % de l'ensemble des contrats signés dans l'intérim et 0,16 % de l'équivalent emploi temps plein « France entière ». En comparaison, l'emploi salarié privé de Guadeloupe représente 0,4 % de l'emploi salarié privé en France (source ACOSS). L'intérim est donc sous représenté dans l'économie locale.

Le poids plus faible de l'industrie en Guadeloupe et dans les Dom ne facilite pas l'embauche d'intérimaires. L'industrie englobe 43,8 % de l'activité intérimaire en France mais seulement 22,0 % en Guadeloupe. Par ailleurs, dans les services, les activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien sont également nettement moins présents, ce qui se traduit aussi par un déficit d'opportunités. En revanche, la situation s'inverse dans la construction.

### Baisse du nombre de contrats en Guadeloupe

Contrats	2014	Evol 14/13	2013	2012
GUADELOUPE	18546	-9,4%	20479	20239
Total DOM	158146	22,6%	129001	129703
France entière	16763972	3,3%	16222959	16047779

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte

Concernant les contrats d'intérim signés dans l'année, leur nombre diminue sensiblement en Guadeloupe (-9,4 %) ainsi qu'en Martinique et en Guyane (-5,6 % et -2,6 % respectivement). A la Réunion, le nombre de contrats signés dans l'année augmente de 47,0 %. Pour le niveau France entière, le nombre de contrats signés augmente de 3,3 %.

### L'EETP est en recul en 2014 en Guadeloupe

EETP	2014	Evol 14/13	2013	2012
GUADELOUPE	834	-12,5%	953	813
Total DOM	4666	3,6%	4504	4473
France entière	520024	1,8%	511071	525868

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte

En 2014, l'intérim a connu en Guadeloupe une baisse de l'activité en Equivalent Emploi Temps Plein (EETP). Celle-ci s'établit à 834 EETP, soit -12,5 % sur un an. Cette baisse fait suite à une hausse tout aussi importante l'année précédente. L'activité en EETP connaît une baisse similaire en Martinique (-17,2 %) et en Guyane (-16,9 %) alors qu'à la Réunion, elle progresse fortement sur un an (+30,4 %). Globalement, l'activité progresse dans les Dom hors Mayotte (+3,6 %) ainsi qu'au niveau national (+1,8 %).

### Les entreprises de Guadeloupe ont peu recours à l'intérim

Le taux de recours à l'emploi intérimaire, rapport entre le volume d'emplois intérimaires (en EETP) à l'effectif salarié du secteur privé est faible et atteint 1,2 % en Guadeloupe en 2014. Il oscille entre 1,1 et 1,3 % ces dernières années. Sur l'ensemble des Dom (hors Mayotte), le taux de recours est légèrement supérieur. Il vaut 1,5 % soit la moitié du taux de recours national (2,9 %).

### Faible taux de recours à l'intérim

Taux de recours	2014	2013	2012
GUADELOUPE	1,2%	1,3%	1,1%
Total DOM	1,5%	1,4%	1,4%
France entière	2,9%	2,9%	3,0%

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte

### Les principaux secteurs d'activité pour l'intérim en 2014 en Guadeloupe

Quelques activités ou groupes d'activités accaparent l'essentiel de l'intérim en Guadeloupe. En 2014, la construction, habituel premier employeur pour l'intérim, concentre 46,8 % du volume d'emploi total en EETP, le commerce, qu'il soit de détail ou de gros en emploi 11,4 %. L'agriculture est, quant à elle, pratiquement absente (0,2 %). L'industrie dans son ensemble regroupe 22,0 % du volume d'EETP. Dans l'industrie, les activités les plus importantes sont par ordre d'importance les industries extractives, énergie, eau, déchets et dépollution (12,1 %), puis la fabrication d'autres produits industriels (5,6 %). Cela comprend entre autres le textile, le bois, la chimie, la métallurgie. Viennent ensuite les industries agro-

alimentaires (2,0 %). Les services regroupent 19,6 % du volume d'emplois. Les principaux secteurs employeurs sont, par ordre d'importance, l'hébergement et la restauration (6,4 %), le transport et l'entreposage (3,6 %), ainsi que les activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien (2,8 %).

### Le commerce concentre 32,1 % des contrats en Guadeloupe

Contrats 2014	Guadeloupe	Total Dom	France entière
AZ : Agriculture	0,5%	0,5%	0,6%
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2,4%	9,0%	12,9%
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,1%	0,0%	0,0%
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,5%	0,7%	3,0%
C4 : Fabrication de matériels de transport	0,2%	0,0%	1,9%
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	4,0%	5,5%	16,2%
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	4,3%	13,5%	3,9%
FZ : Construction	21,5%	16,1%	12,9%
GZ : GZ : Commerce , réparation d'automobiles et de motocycles	32,1%	24,7%	11,8%
HZ : Transports et entreposage	9,7%	10,3%	14,9%
IZ : Hébergement et restauration	13,7%	8,4%	5,2%
JZ : Information et communication	3,8%	1,8%	0,7%
KZ : Activités financières et d'assurance	0,8%	0,8%	0,8%
LZ : Activités immobilières	0,3%	0,5%	0,3%
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	4,1%	6,0%	8,5%
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	2,0%	1,5%	4,6%
RU : Autres activités de services	0,2%	0,7%	1,7%
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Agriculture	102	753	98513
Industrie	2118	45584	6377786
Construction	3985	25459	2161212
Tertiaire	12341	86350	8126461
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>18546</b>	<b>158146</b>	<b>16763972</b>

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte

### La construction représente près de la moitié de l'activité intérimaire en Guadeloupe

EETP 2014	Guadeloupe	Total Dom	France entière
AZ : Agriculture	0,2%	0,5%	0,5%
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2,0%	5,1%	8,5%
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,0%	0,0%	0,1%
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	2,1%	1,5%	6,1%
C4 : Fabrication de matériels de transport	0,2%	0,1%	5,6%
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	5,6%	8,8%	20,0%
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	12,1%	8,8%	3,5%
FZ : Construction	46,8%	36,9%	19,2%
GZ : GZ : Commerce , réparation d'automobiles et de motocycles	11,4%	15,9%	9,7%
HZ : Transports et entreposage	3,6%	5,7%	11,4%
IZ : Hébergement et restauration	6,4%	3,6%	1,8%
JZ : Information et communication	1,7%	2,6%	1,0%
KZ : Activités financières et d'assurance	2,1%	1,2%	1,7%
LZ : Activités immobilières	0,4%	1,1%	0,4%
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2,8%	5,2%	7,4%
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	2,2%	2,1%	2,0%
RU : Autres activités de services	0,4%	0,8%	1,1%
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Agriculture	2	25	2 807
Industrie	184	1 139	227 891
Construction	390	1 723	99 725
Tertiaire	258	1 779	189 601
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>834</b>	<b>4 666</b>	<b>520 024</b>

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte

### Industrie, Construction et tertiaire baissent

La baisse importante en 2014 du volume d'emploi intérimaire en Guadeloupe (passant de 953 à 834 EETP soit -12,5 %) est le résultat d'évolutions plus ou moins fortes dans les secteurs d'activité. Le secteur de la construction, poids lourd de l'emploi intérimaire -il représente 46,8 % des EETP en 2014– diminue de 18,6 %, après avoir connu une augmentation de 25,3 % en 2013. Compte tenu de son poids, La contribution de la construction à la baisse est la plus importante (80 EETP disparaissent). Les secteurs du commerce et des services voient leur volume de travail EETP diminuer de 8,8 % en 2014 après une hausse presque deux fois supérieure en 2013. Cela représente 33 EETP en moins globalement. Le commerce et la réparation automobile, secteur

important pour l'intérim enregistre une baisse de 21,5 % de son activité intérimaire (-35 EETP). Le transport et entreposage perd 14 EETP. A contrario, l'hébergement et la restauration, second poste des services en effectifs, enregistre une progression du volume de travail intérimaire (20 EETP supplémentaires). Il en est de même concernant les activités financières et d'assurance. Dans l'industrie, l'activité intérimaire diminue plus faiblement. La contribution globale de l'industrie à la baisse n'est que de 5 EETP. Dans ce secteur, le premier poste –les industries extractives, l'eau, l'énergie et la gestion des déchets– se renforce et enregistre 16,0 % de croissance de l'activité intérimaire (+14 EETP). Le second poste –la fabrication d'autres produits industriels– diminue de 25,1 % et perd 16 EETP.

### **Diminution des durées des missions achevées en 2014**

Durée moyenne 2014	Guadeloupe	Total Dom	France entière
AZ : Agriculture	0,7	1,8	1,5
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2,1	0,9	1,1
C2 : Cokéfaction et raffinage	1,3	1,3	3,7
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	11,9	3,7	3,4
C4 : Fabrication de matériels de transport	2,4	4,6	4,6
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	3,3	2,5	2,0
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	6,1	1,0	1,4
FZ : Construction	5,3	3,5	2,4
GZ : Commerce , réparation d'automobiles et de motocycles	0,8	1,0	1,3
HZ : Transports et entreposage	0,9	0,9	1,2
IZ : Hébergement et restauration	1,1	0,7	0,6
JZ : Information et communication	1,1	2,4	2,6
KZ : Activités financières et d'assurance	6,9	2,4	3,1
LZ : Activités immobilières	3,7	3,8	2,0
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	1,6	1,4	1,5
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	2,9	2,2	0,7
RU : Autres activités de services	4,5	1,9	1,0
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>2,3</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>
Agriculture	0,7	1,8	1,5
Industrie	5,1	1,5	2,3
Construction	5,3	3,5	2,4
Tertiaire	1,1	1,1	1,5
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>2,3</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, durées en semaine

### Durée des missions en baisse en Guadeloupe

La Guadeloupe présente une durée des missions achevées en baisse limitée, passant de 2,4 semaines en 2013 à 2,3 semaines en 2014. Le nombre de missions a en effet diminué très nettement dans l'année alors que l'activité en Equivalent Emploi Temps Plein a connu une baisse encore plus forte. La durée moyenne des

missions achevées reste néanmoins nettement supérieure en Guadeloupe à celle observée ailleurs en 2014 où la diminution des durées est toute aussi forte. La durée moyenne des missions s'établit à 1,6 semaine en 2014 dans les Dom, en baisse par rapport à 2013. La durée moyenne des missions y est identique à celle observée pour la France dans son ensemble (1,6 semaine). Au niveau national, la durée moyenne est en effet passée de 1,7 à 1,6 semaine en 2014.

### Les durées des missions achevées fléchissent

Durée moyenne	2014	2013	2012
GADELOUPE	2,3	2,4	2,0
Total DOM	1,6	1,8	1,8
France entière	1,6	1,7	1,8

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, durées en semaine

Dans la construction, les durées de contrat sont les plus longues, 5,3 semaines en Guadeloupe et 3,5 semaines dans les Dom (6,0 et 4,1 semaines en 2013 respectivement), mais seulement 2,4 semaine « France entière » (2,5 semaines en 2013). Malgré le poids très important de la construction pour l'intérim en Guadeloupe, de nombreux secteurs où les durées de mission sont courtes « tirent vers le bas » la durée moyenne des contrats d'intérim. C'est particulièrement le cas dans le commerce et les services où la durée moyenne des missions ne dépasse pas 1,1 semaine (1,1 semaine également en 2013).

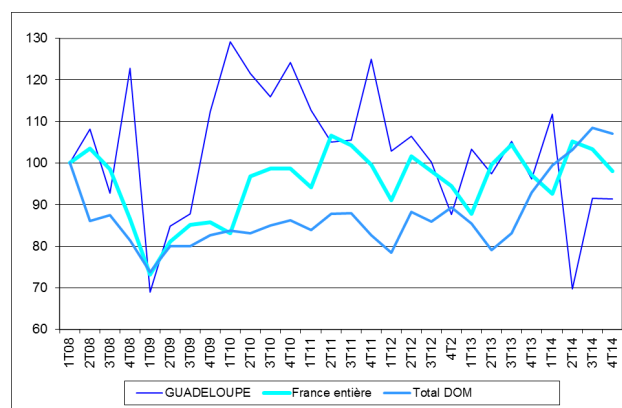
Ici ou là, quelques activités ont néanmoins des durées plus longues que la moyenne bien que cela n'implique souvent que très peu d'intérimaires. Ce peut être également très changeant d'une année à l'autre compte tenu de la petitesse des effectifs en jeu dans les secteurs d'activités concernés. Quelques secteurs sont concernés : fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines (11,9 semaines), activités financières et d'assurance (6,9 semaines), industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution (6,1 semaines), autres activités de services (4,5 semaines), activités immobilières (3,7 semaines).

### Evolutions trimestrielles de l'intérim

L'intérim a enregistré en 2007 un niveau record de contrats signés et d'activité en France comme dans les Dom. Depuis lors, la situation est plus contrastée. L'année 2008 a été le point de départ d'une légère baisse globale de l'activité intérimaire tant au niveau des contrats que de l'emploi EETP, avec des variantes selon les départements. L'année 2009 a été témoin d'un

recul bien plus net, surtout au premier trimestre. Depuis ce point bas de début 2009, nombre de contrats signés et volume d'EETP ont tendance à remonter lentement dans les Dom. La Guadeloupe est le département qui dans les Dom oscille le plus autour de ses « niveaux » d'avant crise » concernant l'activité intérimaire. La Réunion, après un tassement de l'activité intérimaire pendant quelques années, enregistre depuis mi-2013 une remontée significative de l'activité intérimaire qui dynamise « l'ensemble Dom ». La Martinique n'a au contraire pas retrouvé ses niveaux d'activité intérimaire d'avant crise. Au niveau national, le niveau d'activité stagne toujours à un niveau bien inférieur à celui d'avant crise. La Guyane est dans une situation intermédiaire mais connaît un tassement de son activité intérimaire depuis début 2013.

### Evolutions trimestrielles du nombre de contrats d'intérim 2008-2014 (Séries brutes)



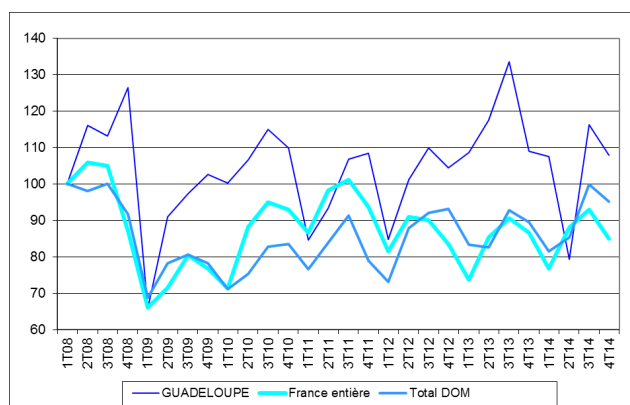
Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, Base 100 au 1T 2008

L'année 2009 a été particulière de par l'ampleur des chutes conjointes du nombre de contrats d'intérim et du volume d'emploi associé (en EETP), en Guadeloupe et ailleurs. Avant 2008, la durée moyenne des missions achevées dans l'année était supérieure à deux semaines. A partir de 2009, cette durée moyenne s'est nettement raccourcie, passant sous la barre des deux semaines. « En cause », une évolution forte du nombre de contrats à partir de 2010 après le « trou d'air » de 2009 et qui « se stabilise » à un



niveau plus élevé alors que le volume d'heures de travail est resté en deçà en terme d'évolution. En 2013 et 2014, le nombre de contrats signés dans les Dom augmente nettement alors que l'activité progresse moins rapidement. Les durées moyennes des missions achevées diminuent. En Guadeloupe, la baisse plus rapide de l'activité que du nombre de contrats induit aussi une baisse de la durée moyenne des contrats achevés en 2014.

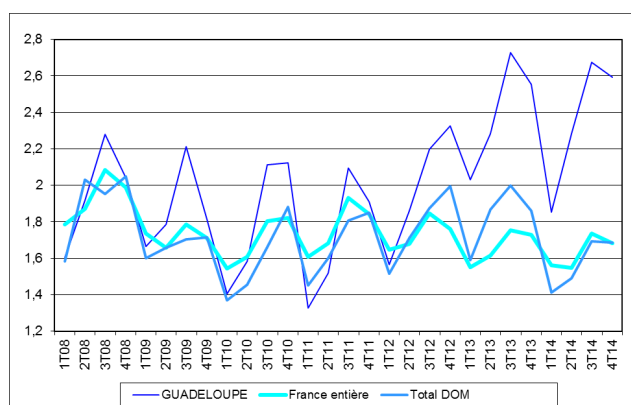
#### Evolutions trimestrielles du volume d'emploi EETP 2008-2013



Source Dares, traitement service ESE, Mayotte non comprise  
Base 100 au 1T 2008

Une saisonnalité de la durée des contrats s'observe au cours des dernières années en Guadeloupe comme dans les autres territoires. Un point bas est généralement atteint au 1<sup>er</sup> semestre de l'année, un pic de durée suit au second semestre.

#### Evolutions trimestrielles de la durée moyenne des missions achevées 2008-2013



Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte  
Remarque : séries brutes (non Corrigées des Variations Saisonnières)  
illustrant le caractère saisonnier de la durée des contrats d'intérim

Selon l'endroit (quatre Dom, France), le phénomène est plus ou moins régulier. France, Martinique et Réunion et Total Dom présentent une durée moyenne trimestrielle qui oscille autour d'une valeur moyenne variant peu au cours du temps. En Guyane, la durée des contrats, traditionnellement plus élevée que dans les autres Dom, a tendance à baisser depuis 2008. La Guadeloupe s'est distinguée en 2013 par une remontée de la durée des contrats.

#### Avertissement

Au niveau national, une refonte de la chaîne de traitement de l'Intérim a été menée en 2014 à la Dares (Direction statistique du ministère du travail) afin que les travaux réalisés à Pôle emploi ou à la Dares à partir de la même source soient davantage convergents. Au niveau régional, pour la Guadeloupe et les Dom en particulier, ces travaux n'ont pas d'incidence sur les données présentées. Le nombre de contrats conclus dans l'année, le volume d'emploi EETP et la durée moyenne des contrats achevés sont identiques globalement pour 2014, 2013 et 2012 à ce qui aurait été présenté sans refonte de la chaîne de traitement. Une note méthodologique de Pôle emploi et de la Dares évoque ces changements :

[http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/Estimation\\_de\\_l\\_evolution\\_de\\_l\\_emploi\\_interiminaire\\_-\\_Note\\_methodologique.pdf](http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/Estimation_de_l_evolution_de_l_emploi_interiminaire_-_Note_methodologique.pdf)

#### POUR EN SAVOIR PLUS

« L'emploi intérimaire en hausse au 2<sup>ème</sup> trimestre 2015 », Dares Indicateurs n°071, septembre 2015

« L'emploi intérimaire a baissé au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 », Dares Indicateurs n°049, juillet 2015

« L'intérim en Guadeloupe en 2013 », Diccet Guadeloupe, décembre 2014

« L'intérim en Guadeloupe en 2012 », Diccet Guadeloupe, juillet 2013

Les indicateurs statistiques relatifs à l'intérim calculés mensuellement, trimestriellement et annuellement sont également disponibles sur le site du Ministère du travail, de l'emploi et de la santé : <http://travail-emploi.gouv.fr/etudes-recherches-statistiques-de-76/statistiques-78/emploi-82/l-interim-2285/l-interim-15028.html>

**Définitions**

Chaque mois depuis 1995, les agences de travail temporaire transmettent à Pôle emploi un relevé des missions d'intérim réalisées. La DARES produit notamment le nombre de contrats d'intérim commencés dans le mois (données par trimestre ou année également disponibles), calcule les Equivalents Emplois à Temps Plein (EETP) ainsi que la durée moyenne des missions achevées dans le mois. Les données présentées dans cette publication font référence au département de l'agence d'intérim.

**Contrats conclus** (au cours d'une période) : missions dont la date de début appartient à la période considérée. Le nombre de contrats conclus mesure le flux d'entrées de l'emploi intérimaire dans la période.

**Equivalent Emplois à Temps Plein (EETP) au cours d'une période :**

rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires sur le nombre total de semaines ouvrées de la période. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés.

**Taux de recours annuel à l'intérim** : rapport du volume de l'emploi intérimaire annuel en EETP à l'emploi salarié privé de l'année. L'emploi salarié retenu ici est celui fourni par L'URSSAF trimestriellement dont on fait la moyenne (emploi salarié privé).

Le taux de recours annuel ainsi calculé est différent de celui qui figure dans les publications de la DARES pour le niveau national et de certaines publications précédentes de la DIECCTE Guadeloupe.

**Nomenclature d'activité utilisée**

La nomenclature d'activité française NAF 2008 rév.2 comporte cinq niveaux qui s'emboîtent parfaitement. Néanmoins, la nécessité de disposer de nomenclatures agrégées pour l'établissement de certaines statistiques et pour la diffusion s'est imposée au niveau international. C'est pourquoi trois niveaux

supplémentaires (A 10, A 38 et A 64) ont été définis par les organismes internationaux. Ce dispositif a été complété par la France qui utilisera deux niveaux de plus (A 17 et A 129). Les données présentées dans cette étude par secteur d'activité sont ventilées en A 17.

**Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de GUADELOUPE****Direction :**

Rue des Archives, Bisdary – 97113 GOURBEYRE  
Téléphone : 05.90.80.50.50  
Télécopie : 05.90.80.50.00

**Bureau de Jarry :**

Immeuble Raphaël, ZAC Houelbourg Sud,  
Lot n° 13 - Z.I de Jarry, 97122 Baie-Mahault  
Téléphone : 05.90.83.10.34  
Télécopie : 05.90.83.70.75

**Bureau de Saint -Martin :**

20, rue de Galisbay, 97150 Marigot - Saint -Martin  
Téléphone : 05.90.29.02.25  
Télécopie : 05.90.29.18.73

**Bureau de Basse-Terre :**

30, chemin des Bougainvilliers-Guillard  
97100 Basse-Terre  
Téléphone : 05.90.99.35.99  
Télécopie : 05.90.81.60.05

**Bureau des Abymes – Dothémare :**

Immeuble C2E – rue de l'Abreuvoire-Dothémare  
97139 Les Abymes  
Téléphone : 05.90.21.38.21  
Télécopie : 05.90.90.28.95

Directeur de la publication : Louis MAZARI

Rédaction service Etudes, Statistique, Evaluation (SESE)  
Charly DARMALINGON & Roman JANIK

Courriel : [971.statistiques@dieccte.gouv.fr](mailto:971.statistiques@dieccte.gouv.fr)

Internet : [www.guadeloupe.dieccte.gouv.fr](http://www.guadeloupe.dieccte.gouv.fr)

